

Communiqué de presse

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Résultats d'un sondage national : Les Canadiens font face à des « obstacles importants » lorsqu'ils veulent accéder aux soins psychologiques

*Selon cette nouvelle enquête, les personnes à faible revenu sont les plus durement touchées,
EKOS*

OTTAWA (le 26 septembre 2011) – Selon les conclusions d'un nouveau sondage EKOS effectué pour le compte de la Société canadienne de psychologie, les Canadiens, en particulier ceux à faible revenu et à revenu moyen, font face à des obstacles importants lorsqu'ils souhaitent accéder à des services psychologiques. L'un des principaux obstacles énoncés concerne leur coût.

« Ce sondage devrait sonner l'alarme aux gouvernements et aux employeurs du Canada. Ils doivent en faire davantage pour veiller à ce que tous les Canadiens – peu importe leur revenu – aient accès aux soins de psychologie dont ils ont besoin », déclare D^{re} Andrea Piotrowski, présidente de la Direction générale de la pratique à la Société canadienne de psychologie. « L'incidence des problèmes de santé mentale sur les personnes, les familles, les collectivités et l'économie est manifeste. Les services de psychologie constituent un moyen d'améliorer la santé mentale des personnes et de leur permettre de participer pleinement à leur vie de famille, à leur travail et à leur collectivité. Malheureusement, les personnes à revenu faible et moyen font face à des obstacles particulièrement importants en raison du coût des services de psychologie au pays. »

Pour mettre en lumière les conclusions de ce sondage et lancer un appel à l'action, les associations de psychologie nationales, provinciales et territoriales se sont regroupées afin d'informer les citoyens, les professionnels de la santé et les gouvernements des problèmes d'accessibilité aux soins psychologiques et de trouver des solutions. Dans les provinces où les élections générales provinciales ont lieu cet automne, les associations ont aussi écrit aux chefs de partis afin de leur demander d'énoncer clairement leurs positions sur le financement des services psychologiques dans le cadre des régimes de soins de santé publics provinciaux.

« Les services de psychologie améliorent efficacement la santé mentale des Canadiens et les aident à gérer leurs troubles mentaux et physiques », ajoute D^{re} Karen Cohen, chef de la direction de la Société canadienne de psychologie. « Les régimes d'assurance de soins de santé privés et les programmes financés par les fonds publics n'en font pas assez pour assurer que les Canadiens aient un accès égal et adéquat à ces précieux services. »

Les principales conclusions de ce sondage sont les suivantes :

- 80 % de tous les répondants au sondage indiquent que s'ils devaient payer eux-mêmes pour la prestation de services de psychologie, les coûts représenteraient un obstacle « très important » ou « important ».

- Dans le même ordre d'idées, 77 % des répondants indiquent que l'absence de couverture des régimes de santé provinciaux ou territoriaux représenterait un obstacle aussi important.
- De plus, 67 % des répondants indiquent que le manque de couverture dans les régimes de santé des employés représenterait un obstacle important ou très important.

En croisant les données par tranche de revenu, les mêmes données révèlent que les coûts représentent beaucoup plus vraisemblablement un obstacle important ou très important pour les personnes à faible revenu.

- Dans l'ensemble, 86 % des répondants dont le revenu familial est inférieur à 40 000 \$ croient que de devoir payer pour des services psychologiques présenterait un obstacle important ou très important.
- En ce sens, 80 % de ceux dans la tranche de revenu plus faible croyaient que les services de psychologie qui ne sont pas couverts par le régime de santé provincial constitueraient un obstacle important ou très important.

En plus de ces conclusions, d'un bout à l'autre du pays, la population soutient fortement l'idée d'une meilleure couverture des services de psychologie dans le cadre des régimes de santé publics. . 80 % des Canadiens indiquent qu'il est très important ou important de faire en sorte que les services de psychologie soient couverts par les régimes de santé publics.

« Les associations de psychologie provinciales, territoriales et nationales du Canada travaillent de façon concertée à la promotion d'un accès équitable aux services de psychologie pour toute la population du pays », a ajouté D^{re} Piotrowski. « Ce sondage révèle sans équivoque que des mesures sont nécessaires pour abattre les obstacles auxquels font face les Canadiens à tous les jours pour accéder aux soins et aux services psychologiques. »

-30-

Les présentations des résultats plus complets du sondage sont disponibles sur le site Web de la Société canadienne de psychologie (www.cpa.ca) y compris les ventilations provinciales et territoriales.

Pour de plus amples renseignements, pour réserver des entrevues auprès des porte-paroles de la Société canadienne de psychologie ou pour réserver des entrevues avec des porte-paroles des associations provinciales de psychologie, prière de communiquer avec :

Mike Storeshaw
Conseil exécutif
Delta Media Inc.
(613) 233-9191
mike@deltamedia.ca